

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 05 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOLANDES

BIOLANDES
Route de Bélis
40420 Le Sen

Références : D-00263-2025/LRAR N°1A 214 953 2445 7
Code AIOT : 0006400371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement BIOLANDES implanté lieu dit La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 Valréas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale permettant d'évaluer le niveau de préparation des exploitants d'ICPE aux pertes d'utilités électriques (organisation humaine et matérielle en cas de coupure électrique).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOLANDES
- lieu dit La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 Valréas
- Code AIOT : 0006400371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Biolandes a pour activité principale la production d'extraits de plantes aromatiques pour les professionnels de la beauté, du bien-être et de la nutrition.

Le site de Valréas s'occupe d'une partie de la production, notamment l'extraction d'huile essentielle de lavande, lavandin et sauge durant les périodes de récolte de ces plantes, et la production d'extraits de persil, carotte, elemi, maté et cacao le reste de l'année.

Thèmes de l'inspection :

- Action Régionale – Pertes d'Utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations du site ne présentent que peu de risques pour son environnement en cas de pertes d'utilités.

Le site est peu préparé aux pertes d'utilités mais certains de ses équipements de sécurité (détecteurs de fuite de gaz, coffret gaz) sont équipés de batteries ainsi que d'un onduleur, permettant de conserver une certaine autonomie (dont la durée précise reste à déterminer et fait l'objet de suites) de la sécurité en cas de coupure électrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées, que le site est alimenté en électricité uniquement via le réseau ENEDIS. Concernant l'eau, le site est alimenté par un forage pour la partie production et par le réseau de la ville pour le bâtiment administratif.</p> <p>L'exploitant n'a pas de liste formalisée des utilités, ni de plan de localisation. Il nous détaille le fonctionnement du site et nous indique les appareils électriques nécessaires au processus de fabrication.</p> <p>Il n'y a pas de moyens de détection de la défaillance électrique. L'exploitant est informé de la défaillance électrique par l'arrêt de l'éclairage, du matériel informatique et des machines.</p> <p>En cas de pertes d'utilités, la production s'arrête sans risque particulier vis-à-vis de l'environnement ou de la sécurité .</p> <p>Dans ce cas, le personnel (formé par l'Apave) va arrêter et mettre en sécurité les machines et la production de vapeur. Pour cela, l'exploitant arrête manuellement la chaudière à fioul (seul deux personnes sont en capacité de l'arrêter) sans risque de monter en pression (en cas de coupure électrique, la chaudière baisse en pression de 8 bars jusqu'à la pression atmosphérique), les vannes du système d'alimentation en vapeur se ferment de manière passive puisqu'elles sont maintenues ouvertes grâce au système électrique, et la colonne, alimentée par la pompe à vide, revient naturellement à la pression atmosphérique.</p> <p>Les extracteurs à chaud (utilisation de solvants) s'arrêtent sans présenter de risque d'augmentation de la pression.</p> <p>L'extracteur à vapeur s'arrête sans risque de monter en pression puisque la chaudière est arrêtée par l'exploitant.</p> <p>L'extracteur à pression négative s'arrête puisque la pompe à vide n'est plus alimentée.</p> <p>L'exploitant a bien identifié les effets cascades sur les autres utilités en cas de coupure électrique.</p>

En cas de coupure électrique, un onduleur permet de maintenir en sécurité le coffret de sécurité gaz, sans que l'exploitant ne puisse nous indiquer l'autonomie de l'onduleur. Les alarmes de détection de fuites de gaz sont reliés à des batteries, sans que l'exploitant ne puisse nous justifier de leur contrôle, ni de leur temps réel d'autonomie (estimée à 6 heures via la documentation technique des batteries).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'établir une liste des utilités présentes sur son site ;
- de mettre à jour ses plans de l'installation avec, notamment, la localisation des utilités ;
- de formaliser la procédure de mise en sécurité du site en cas de coupure électrique, notamment la procédure de mise à l'arrêt de la chaudière qui n'est actuellement connue que de deux personnes ;
- de contrôler les batteries de détection de fuite de gaz ;
- de transmettre à l'inspection la fiche technique de l'onduleur, le justificatif de formation du personnel ;
- de justifier à l'inspection du respect des actions demandées ci-avant ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;[...]

Constats :

Les seuls équipements devant obligatoirement continuer à fonctionner sont la détection de fuite de gaz et le coffret gaz. Ces points ont été développés au constat précédent.

Le reste des équipements peuvent être mis à l'arrêt sans difficulté.
Le personnel est formé par l'Apave aux pertes d'utilités mais aucun entraînement n'est réalisé afin de conserver et mettre en œuvre les connaissances acquises durant la formation et aucune consigne n'est établie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'établir, de mettre à jour et d'afficher des consignes d'exploitation et de sécurité en cas de pertes d'alimentation électrique, ainsi que de procéder régulièrement à des entraînements de mise en application de ces consignes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64« Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p>

<p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation n'est dotée d'aucun moyen de secours électriques permettant de palier à la perte d'électricité, mais ils envisagent d'installer des panneaux photovoltaïques sur le site . Comme vu dans les précédents constats, l'onduleur du coffret gaz et les batteries des détecteurs de fuite de gaz ne sont pas contrôlés par l'organisme de contrôle et l'exploitant n'a pas connaissance de l'autonomie de ces équipements. Leur présence sur site a bien été constatée par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les demandes ont été formulées dans les précédents constats. (Contrôle de l'onduleur et des batteries, et justificatif de leur autonomie)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel est formé à la sécurité incendie. L'autonomie de l'onduleur n'est pas testée et l'exploitant ne connaît pas son autonomie.</p>

Les batteries de détection de fuite de gaz ne sont pas contrôlées par l'organisme de contrôle et leur autonomie n'est pas connue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif de la formation incendie de son personnel. Il est demandé à l'exploitant de faire contrôler régulièrement son onduleur et ses batteries et de tester leur autonomie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois